

Pervenche Berès
The Brussels Economic Forum 2008
Economic and Monetary Union in Europe: 10 Years on
15 mai 2008

**Session 1: growth and employment in Europe -
assessing ten years of EMU**

Part 1: EMU policies and the single market

Monsieur le Commissaire,
Messieurs les Ministres,
Monsieur le Directeur général,
Mesdames, Messieurs,

Je salue la Commission européenne pour l'initiative de cette communication à l'occasion des dix ans de l'Union économique et monétaire. Elle permet de faire un bilan d'étape utile et nécessaire et de regarder ce que nous devons entreprendre pour demain.

L'euro est un succès, nul n'en doute. L'euro nous a protégés. Quelle serait la situation de nos économies, de nos marchés financiers, de nos monnaies, dans la turbulence que connaît le monde aujourd'hui, si nous n'avions pas eu l'euro?

Mais ce succès nous oblige. Il nous oblige à encore davantage d'audace, car nous ne sommes pas une simple zone monétaire, l'euro nous donne une responsabilité particulière.

Oui, l'euro est un succès et pourtant, il est porteur de certains de nos défauts intrinsèques qui se traduisent par le fait que nous soyons meilleurs en défense qu'à l'offensive. Nous sommes parfois meilleurs lorsqu'il s'agit de compter les points, comme le pacte de stabilité permet de le faire, mais lorsqu'il s'agit d'organiser le plus joli jeu collectif possible, d'optimiser le potentiel que représente notre monnaie, nous sommes trop souvent en dessous de l'optimal.

Collectivement nous avons été meilleurs comme gardiens de la stabilité que de la croissance et de l'emploi.

C'est vrai tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. A l'intérieur, pourquoi n'utilisons-nous pas notre monnaie pour renforcer notre capacité de mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne? Pourquoi n'utilisons-nous pas notre monnaie pour renforcer notre capacité de mettre en œuvre les objectifs que nous nous sommes fixés en termes d'énergie ou d'environnement en mars 2007, pour répondre ensemble à des chocs extérieurs qui affectent nos économies ?

Pour progresser dans ce débat, il y a deux postulats de départ à respecter. Le premier: la présidence à long terme de l'Eurogroupe, sous la responsabilité de Jean-Claude Juncker, a permis d'améliorer le fonctionnement de cette institution « informelle ». Le second, l'indépendance de la Banque centrale ne saurait être mise en question par qui que ce soit.

En partant de ces deux postulats, il nous reste beaucoup à faire pour rééquilibrer cette Union économique et monétaire dont le bras économique, depuis le premier

jour, nous le savons, a besoin d'être renforcé et de trouver les voies de la réforme en progressant. Au bout de dix ans, il nous reste encore beaucoup à faire.

Aujourd'hui, les questions que nous nous posons depuis l'origine sont au rendez-vous, dans un contexte différent. Ce contexte, nous devons l'éclairer à la lumière de deux faits.

Le premier, c'est bien évidemment cette crise qui nous est venue des États-Unis. Elle est le fruit des déséquilibres mondiaux que nous avons laissé, impuissants, s'installer. Elle est le signe que nous sommes entrés dans le deuxième âge de la globalisation, celui où la question de l'inflation est de retour, celui qui est marqué par une récession américaine qui menace, qui est marqué par un taux de change entre l'euro et le dollar qui défavorise nos exportations – quels que soient par ailleurs ces avantages –, et qui est marqué enfin par une hausse considérable du prix des *commodities*, de l'énergie et des produits alimentaires.

Le deuxième élément de contexte, c'est le traité de Lisbonne, qui modifie la donne pour l'Eurogroupe, lui donne des responsabilités nouvelles dans la surveillance, la coordination des politiques économiques et la coordination de la représentation extérieure. Nous devons en tenir compte et exploiter au maximum le potentiel de ce traité.

Sur le plan extérieur, je partage le diagnostic de la communication de la Commission. La dimension internationale est un des chantiers importants pour l'euro. La représentation externe de la zone euro au service d'une stratégie d'influence internationale commune reste à bâtir. Chacun connaît les raisons pour lesquelles nous butons depuis maintenant plusieurs années sur ce sujet, mais chacun doit en évaluer le coût. Dans le dialogue avec les autres zones monétaires, avec la zone dollar mais également avec les devises asiatiques, notre absence d'unité nous empêche de peser autant que nous le devrions. Il en résulte une relation déséquilibrée. Il est temps que l'euro s'exprime d'une seule voix dans le système monétaire et les institutions financières internationales. Faut-il disposer du corpus de pensée commun avant de vouloir occuper le siège ? Permettez-moi de penser, Mesdames et Messieurs, que la dynamique se trouvera en marchant et que nous devons mener les deux démarches de front. Cela est d'autant plus important que l'euro a acquis un statut de monnaie de réserve. Le privilège exorbitant que cela constitue nous oblige pour nous-mêmes et pour les autres.

Mais pour en venir au thème de notre session ce matin, le bilan de l'UEM au regard du parachèvement du marché intérieur, souvenons que cela constitue le point de départ de la relance du projet d'une monnaie unique. Avec l'adoption de l'Acte unique européen, qui scelle l'achèvement du marché intérieur, nous définissons des politiques d'accompagnement, dont la monnaie.

Mais l'avons-nous toujours fait vivre, géré ainsi ?

On a parfois l'impression que l'euro s'est développé en dehors de cet acte de naissance et a d'abord été vécu comme un outil de protection, en oubliant ce que nous avions initialement prévu dans l'Acte unique européen, à savoir qu'un marché intérieur a besoin d'une monnaie, mais aussi de normes sociales et d'harmonisation fiscale.

Sur le niveau de la croissance, les chiffres sont connus de tous : ils sont moins bons pour la zone euro que hors zone, même si l'élargissement à 27 et la dynamique des nouveaux États membres expliquent en partie cette différence.

En termes d'emploi, la BCE et la Commission ont adopté comme un slogan le chiffre de 16 millions d'emplois créés depuis 10 ans dans la zone. Mais sommes-nous certains qu'en termes de pouvoir d'achat et de stratégie en faveur d'en renforcement

de la demande intérieure nous ayons optimisé notre potentiel, y compris pour nous permettre de « découpler » notre situation économique de celle des Etats-Unis ?

En termes de stabilité des prix, l'UEM a joué un rôle majeur. Reconnaissons qu'elle l'a fait dans un contexte de baisse globale des prix comme fruit du premier âge de la globalisation.

Dans ce bilan d'étape, reconnaissons avec la Commission, que l'euro a favorisé le développement du marché intérieur puisque le commerce intra-zone est passé de 1/4 à 1/3 du PNB pour les pays de la zone.

Faire le bilan critique de nos mauvaises pratiques est nécessaire pour demain adopter de bonnes pratiques. C'est toute la question de l'utilisation des outils macro-économiques à la disposition des Etats membres. Sommes-nous certains que ceux-ci aient toujours été utilisés de la manière la plus coopérative qui soit ?

Que penser de réformes fiscales ayant un impact majeur sur l'économie des voisins qui sont annoncées aux partenaires par voie de presse ?

Que penser d'une stratégie de relance non-coopérative qui camoufle une dévaluation compétitive ? Que penser d'une stratégie de cadeaux fiscaux requalifiée en plan de relance et dont on prétend qu'elle contribuerait à l'intérêt européen, parce qu'elle tenterait de lutter contre les délocalisations fiscales, alors qu'en réalité elle creuse des déficits excessifs contraires aux engagements pris au plan européen ?

Que penser d'une situation où face à la baisse du dollar qui affecte l'ensemble de nos économies et la capacité d'exportation de notre marché, nous mettons des mois à élaborer des éléments de langage commun, parce que nous n'avons pas pris l'habitude d'en parler ensemble ?

Enfin, l'approfondissement du marché intérieur, en particulier du marché financier intégré, est un enjeu considérable. Il doit aussi réellement bénéficier aux citoyens européens.

C'est parce que nous avons adopté l'euro que nous avons voulu et pu organiser l'intégration des marchés financiers. Nous avons pu le faire grâce à une impulsion et à une méthode particulières, celle imaginée par le Baron Alexandre Lamfalussy et les membres du groupe qu'il présidait. Nous l'avons fait dans une certaine ambiguïté d'acteurs, l'une des principales places financières d'Europe, la City de Londres, ne participant pas à l'euro.

Dans ce bilan d'étape que nous faisons aujourd'hui, force est de constater que beaucoup a été fait, mais que beaucoup reste également à faire. Sur le marché de détail tout ou presque est à faire et le superviseur européen est impuissant puisqu'il n'existe pas, handicapant ainsi notre capacité de dialogue avec l'extérieur.

L'objectif est de promouvoir un meilleur fonctionnement du marché, plus efficace, permettant une meilleure allocation des ressources favorables à la croissance et à l'emploi.

À ce jour, la quasi-totalité des mesures législatives ou non législatives initialement prévues ont été adoptées. En dépit des turbulences des marchés financiers, l'engagement des parties prenantes ne s'est pas démenti et le rythme d'adoption est demeuré soutenu tant du côté du Conseil que du côté du Parlement.

Le PASF s'était assigné l'objectif ambitieux de définir, avant la fin 2005, des principes généraux de fonctionnement des marchés financiers mais aussi de favoriser les échanges de services financiers à l'échelle européenne et de renforcer les structures prudentielles. Les principaux textes adoptés (MIFID, abus de marché, Bâle 2, ...) ont ainsi vocation à changer significativement et durablement le paysage des services financiers en Europe et à permettre la mise en place d'un marché financier effectif.

Ce travail législatif considérable reste peu connu du grand public. Or, au-delà des enjeux les plus techniques, c'est l'achèvement de l'œuvre entreprise avec le passage à l'UEM qui est en jeu, c'est la question du financement de la stratégie de Lisbonne.

Aujourd'hui, il appartient à chacun des acteurs du marché financier européen de digérer cet impressionnant éventail de mesures discutées et adoptées par le Parlement et le Conseil. Mais il existe encore des obstacles au bon fonctionnement de l'Europe des marchés financiers qui justifieraient des actions législatives. Ces dernières pourraient bien définir le périmètre du post-PASF en y incluant la nécessaire consolidation de la supervision. La question se posait avant la crise financière qui s'est développée depuis l'été 2007 mais celle-ci la rend encore plus nécessaire, même si ce n'est plus facile à faire, du moins cela la met sous pression.

Saurons-nous trouver le niveau de régulation et de supervision adapté pour permettre au marché de bien fonctionner, c'est à dire dans l'intérêt de tous?

Le Parlement européen s'est saisi de la question du suivi du processus Lamfalussy et de la future architecture financière européenne, ainsi que de la question des fonds d'arbitrage et du capital-investissement. Il pense aussi qu'il est temps de traiter de manière constructive la question de l'organisation de la supervision.

Un des points essentiels mis en avant par la crise financière actuelle réside dans l'organisation de contre-pouvoirs et donc d'une régulation mais aussi d'une supervision adaptées qui permettent notamment une meilleure prévention et gestion des crises. Dans un premier temps, il faut renforcer les moyens de coordination des superviseurs nationaux, harmoniser les données qui doivent être collectées par eux et donner à leur coordination des pouvoirs autonomes. Il faut aussi progresser pragmatiquement dans la supervision des acteurs trans-frontières en prenant garde de maintenir l'objectif d'une optimisation du dispositif sans attendre la prochaine crise, lorsque la pression de l'urgence liée à la crise actuelle sera retombée et que les principaux acteurs de marché trans-frontières auront obtenu ce dont ils ont besoin, mais qui ne clôturera pas le débat du point de vue de l'intérêt général.

C'est ainsi que la zone euro et l'Union, forte de son camp de base, pourront le mieux aborder et traiter le nécessaire dialogue avec les autres espaces économiques intégrés.

En conclusion, le Parlement européen compte répondre à l'appel du Commissaire Almunia et contribuer à l'élaboration d'un nouveau consensus. Le Parlement européen prendra part au débat que vous avez lancé, Monsieur le Commissaire, avec un rapport d'initiative dont j'ai l'honneur d'être le co-rapporteur avec mon collègue M. Werner Langen, président de la délégation CDU/CSU au Parlement européen. Nous souhaitons qu'il soit entendu dans les propositions qu'il fera pour améliorer la gouvernance de l'euro, pour que le potentiel que représente cette monnaie soit pleinement mis au service des citoyens et pour que demain, le marché intérieur ne soit plus perçu par beaucoup de nos concitoyens comme une arme de destruction du modèle social, mais comme notre meilleur outil dans la globalisation.